



Formation

L'école ne rechigne plus à mettre en relation élèves et entreprises

Vincent Maendly
Le programme national LIFT, qui permet à des élèves du secondaire d'appréhender le monde du travail par des stages en entreprise, est en plein essor.

Apprenti en 2^e année à la boucherie Stuby de Vevey, Matthieu Dürrenmatt, 16 ans, le dit sans ambages. À l'école, c'était «difficile»: «Je travaillais beaucoup, pour des notes qui n'étaient pas toujours suffisantes.» En classe, une présentation du projet LIFT l'a intéressé, lui et d'autres camarades. Faire des stages rémunérés en entreprise les mercredis après-midi, donc hors du temps scolaire, «ça nous a parlé», dit-il. Pour se faire des sous mignons, mais aussi «apprendre des choses qu'on n'apprend pas à l'école: respecter un horaire, s'adresser à des adultes, etc.»

L'écolier bossa auprès d'un vigneron, puis chez le fournisseur de boissons Amstein, et enfin au magasin de la boucherie Stuby, où il fera ses preuves. Au point d'être embauché dès la fin de sa scolarité, pour travailler au laboratoire de la PME, à Fenil-sur-Corsier.

Essor récent

Aujourd'hui, 350 élèves vaudois participent au projet LIFT, un pro-

gramme national organisé par une association autonome (*lire en-cadré*). Né il y a quinze ans en Suisse alémanique et arrivé en 2010 en terres romandes, LIFT a pour mission de mettre le pied à l'étrier des jeunes dont on peut penser qu'ils auront de la peine à entrer dans le monde professionnel. Son essor dans le canton de Vaud s'accélère depuis trois ans.

Alors qu'il n'y en avait qu'une trentaine il y a trois ans, 50 établissements secondaires (sur les 62 que compte l'École vaudoise) sont désormais partenaires. Cinq institutions privées le sont aussi. «Il y a maintenant une vraie reconnaissance de LIFT par les autorités vaudoises», note Aude Métrol, responsable de l'association pour la Suisse romande et le Tessin. «Les écoles sont invitées à le proposer à leurs élèves, et Vaud est même le premier canton romand à avoir signé un contrat de prestation avec nous.»

Concrètement, l'État rémunère chaque année l'association à hauteur d'environ 80'000 francs pour la gestion vaudoise de ce programme, qui implique notamment sa promotion dans les classes, le suivi des écoliers inscrits, l'information aux entreprises, etc.

«Le projet LIFT va dans le sens de la valorisation de la formation professionnelle, qui est un axe important du programme de législation du Conseil d'État», rappelle Yvan Rumpel, qui occupe précisément le poste de délégué à cette mission au sein de la Direction générale de l'enseigne-

ment obligatoire (DCEO).

Car le développement de LIFT en terres vaudoises doit tout à un changement de paradigme induit par la ministre socialiste de la Formation, Cesla Amarelle, élue en 2017. Sa prédécesseure Anne-Catherine Lyon, socialiste elle aussi, avait notoirement peu d'égard pour ce programme, réticente à l'idée de rendre poreuse la frontière entre l'école, temple du savoir, et le monde du travail. «Les établissements qui voulaient proposer LIFT devaient le faire dans la clandestinité. Les conditions n'étaient pas attrayantes pour les profs qui voulaient s'impliquer: pas de soutien, pas de décharges...» relate Baptiste Müller, responsable Formation au Centre patronal.

Plus rien à voir avec aujourd'hui: l'État prend à sa charge l'inscription au programme, alors que les établissements devaient naguère prélever l'argent sur leur propre enveloppe budgétaire. Un comité de pilotage réunissant LIFT, fédérations patronales et DCEO a été mis sur pied. Mieux: Cesla Amarelle elle-même apparaît dans la dernière vidéo promotionnelle de LIFT pour en vanter les mérites.

Approche pragmatique

La conseillère d'État revendique une approche pragmatique. «L'idéal socialiste, c'est que tout le monde puisse s'insérer dans la société, commente-t-elle. LIFT permet à certains de donner du sens à ce qu'ils font en classe. Pouvoir rattacher ces élèves, dont beaucoup sont des jeunes migrants, à



une perspective d'avenir, c'est essentiel.»

En toile de fond, un objectif politique: diminuer l'errance des jeunes sortis de l'école obligatoire, dont 21% seulement débutent une formation professionnelle initiale quand bien même, in fine, six diplômés sur dix délivrés dans le canton sont des CFC, des AFP ou des maturités professionnelles. Certifié en poche, 45% des ados optent en effet pour le gymnase (que beaucoup ne finiront pas) et 24% pour une «solution intermédiaire»: école de la transition, raccourcissements, préapprentissage ou semestre de motivation.

Un outil parmi d'autres

«Le but, c'est de diminuer cette part-là au profit de la formation professionnelle initiale», explique Yvan Rumpel. «Dans cette optique, LIFT est un outil parmi d'autres, qui donne de bons résultats.» En 2019, 61,3% des jeunes ayant participé au programme ont trouvé une place d'apprentissage à la fin de leur cursus scolaire, rapporte l'association.

Président de la Société vaudoise des maître-sse-s secondaires, Gilles Pierrehumbert n'en demeure pas moins un brin sceptique face à ces «sorties prématurées» de l'école

obligatoire. «Une part importante de la formation professionnelle n'est pas accessible, de fait ou de droit, aux jeunes de 15 ans car beaucoup d'entreprises n'engagent pas à cet âge-là. Il nous semble plus intéressant de travailler sur la construction d'une école du «secondaire 2» plus consistante que la béquille que constitue l'école de la transition.»

À Vevey, le boucher Armand Stuby, lui, voit le bénéfice qu'un stage professionnel apporte aux ados. «En leur donnant des responsabilités, ils gagnent confiance en eux. C'est un bon coup de pouce pour la suite.»



Le boucher Armand Stuby (à g.) a pris comme apprenti Matthieu Dürrenmatt, après que ce dernier a montré sa motivation durant un stage LIFT. JEAN-PAUL GUINNARD



4000 entreprises partenaires

Lancé en 2006 outre-Sarine, le projet LIFT a débarqué en Suisse romande il y a dix ans. Concrètement, le programme offre à des élèves de secondaire en difficulté scolaire ou sans réseau, bref, «qui n'ont pas toutes les bonnes conditions de départ pour intégrer le monde du travail», de se familiariser avec ce dernier en allant travailler quelques heures par semaine dans des entreprises, trois mois durant. Ces moments ont lieu hors du temps scolaire, souvent les mercredis après-midi. Pour un projet LIFT accompli, un jeune réalisera au minimum trois expériences sur ses trois dernières années de scolarité obligatoire. «Il ne s'agit pas de stage d'observation. Les entreprises versent une petite rétribution de 5 à 8 francs de l'heure en récompense du travail

effectué», souligne Aude Métral, responsable romande. Certaines collectivités publiques - dont Lausanne - sont aussi partenaires et accueillent des stagiaires. Tout repose sur une base volontaire: les établissements scolaires sont libres d'adhérer au projet, et les écoliers de s'y inscrire. Ils bénéficient alors d'un suivi par l'école. En Suisse, environ 4000 entreprises et plus de 300 établissements scolaires ont rejoint LIFT. «Actuellement, 350 jeunes Vaudois bénéficient d'un soutien très concret et nous espérons aboutir à 500 d'ici à 2022», relève Aude Métral. La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, la Fédération vaudoise des entrepreneurs et le Centre patronal sont partenaires du programme. **V.M.A.**